

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22<sup>ème</sup> année - N° 3941 - Mercredi 18 Août 2021 - Prix : 200 Fc

HAUSSE DES TARIFS TELECOMS

## Les usagers appelés à riposter



### COMMUNIQUE

Chers clients, c'est désormais officiel. Depuis le 1er juillet 2021, la MARQUE **KOHLER/SDMO** (numéro un européen et troisième fabricant mondial de groupe électrogène et **1 kilos watt à 5 mégas Watts**) devient **KOHLER**.

Bien entendu, vous ne changez pas d'interlocuteur. La société ADC Génie Electrique reste Distributeur de la marque KOHLER aux Comores.

Actuellement en Stock dans nos entrepôts aux Comores

Groupe Electrogène :

- 3 et 4,5 kVA monophasé essence, motopompe essence, poste à soudeuse autonome diesel (4 kVA)
- 22, 44, 66 et 88 kVA Diesel, 1500 tr/mn en version capoté insonorisé démarrage automatique avec inverseurs associés.

Les groupes de marque KOHLER sont garantis un an pièce et main d'oeuvre

Consommables :

Filtre à Gasoil, à air, à huile courroie etc.....

**KOHLER** 

Contact :

ADC Génie Electrique  
MZI MAVOUNA  
BP 1331

Moroni-Comores

Tel : +269 773 13 81

Email : [adcenercom@yahoo.fr](mailto:adcenercom@yahoo.fr)

## 75ÈME ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE L'INDE

## "Les Comores, un partenaire important de l'Inde dans la région"

Les célébrations du 75ème anniversaire de l'indépendance de l'Inde à Antananarivo ont été marquées par le déploiement du drapeau national indien par l'ambassadeur Abhay Kumar, en présence de la communauté indienne de Madagascar. Par cette occasion, le président Azali Assoumani a adressé ses plus chaleureuses félicitations au premier ministre Narendra Modi.

Le dimanche 15 août 2021, l'Inde a célébré son 75e jour de l'indépendance, mais en raison de la pandémie de coronavirus en cours comme en 2020, il n'y aura pas de grands rassemblements sociaux ni de défilés d'envergure que ce soit dans la capitale nationale à Delhi ou dans les capitales des 28 Etats de l'Union Indienne. A l'ambassade de l'Inde à Antananarivo, l'ambassadeur Abhay Kumar a adressé ses salutations chaleureuses et ses meilleurs vœux aux membres de la communauté indienne et à ses amis comoriens. « C'est un grand privilège pour moi de servir en tant qu'ambassadeur de l'Inde aux Comores, un pays qui est un part-

naire important de l'Inde dans la région de l'Océan Indien », annonce-t-il. Et d'ajouter que : « Nous travaillons en étroite collaboration avec les Comores pour réaliser la vision de l'émergence économique des Comores d'ici 2030 ».

L'ambassadeur des Comores à Madagascar, qui est également le doyen du corps diplomatique, a montré que cette année, le gouvernement indien a lancé une initiative : Azadi Ka Amrit Mahotsav (AKAM) pour célébrer et commémorer 75 ans d'une Inde progressiste et l'histoire glorieuse de son peuple, de sa culture et de ses réalisations. « Le Mahotsav est dédié au peuple Indien qui a non seulement joué un rôle déterminant dans l'évolution de l'Inde, mais qui détient également en lui le pouvoir et le potentiel nécessaires pour concrétiser la vision du Premier Ministre Modi, à savoir la mise en oeuvre de l'Inde 2.0, alimentée par l'esprit d'Atmanirbhar Bharat. C'est l'incarnation de tout ce qui est progressiste dans l'identité socioculturelle, politique et économique de l'Inde », avance le diplomate indien.

Le Président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, a adres-



Abhay Kumar Ambassadeur de l'Inde aux Comores et Madagascar.

sé un message de félicitation au Premier Ministre Narendra Modi à l'occasion du 75e anniversaire de l'indépendance de l'Inde. « La célébration du 75ème Jour de l'indépendance de votre pays me donne l'occasion de vous adresser mes plus chaleureuses félicitations ainsi que mes vœux les plus sincères de bon-

heur et de bonne santé. Je souhaite également à votre honorable famille beaucoup de bonheur, de progrès et de prospérité pour votre grand et beau pays », écrit-il.

Le ministre de la défense et chef de cabinet des Comores, Youssoufa Mohamed Ali, a également félicité l'Inde à cette occasion. Et ce dernier

reste persuadé que « les Comores et la République de l'Inde ont des liens historiques. Je suis convaincu que les relations de coopération et d'amitié entre les deux pays frères se consolideront davantage pour le bénéfice mutuel des deux peuples ».

MY

## HABARI ZA UDUNGA

## Le "client-roi", un concept inconnu dans les îles de la lune

Dans la plupart des pays du monde, tous les services commerciaux publics et privés appliquent le principe du client-roi. C'est à dire que l'on fait toujours le nécessaire pour que le client soit satisfait du service qu'il est en droit d'attendre.

Dans les îles de la lune, on est loin de tout ça. Au contraire, c'est le client qui doit se plier aux desiderata des prestataires de services. Un vrai paradoxe. Combien de fois, dans les administrations publiques, vous devez courber l'échine pour qu'on daigne s'occuper de vous ?

Si par malheur, vous n'avez pas une connaissance dans le service, il vous faut prendre votre mal en patience et avoir le cœur solide car devant vos yeux ahuris, vous

assisterez de visu à des passe-droits sans la moindre gêne. En effet, au moment où vous êtes entrain d'attendre votre tour dans une administration, vous verrez des gens entrer et sortir comme dans un moulin.

Ne parlons plus de la situation que vivent nos compatriotes en vacances quand il s'agit de passer les tests pour la Covid-19 pour leur retour de vacances.

On parle souvent de réforme des entreprises publiques et de la fonction publique. Il faudrait d'abord commencer par définir cette notion de "public". Les clients sont avant tout des citoyens. Et ces citoyens ont le droit d'être traité avec égard par ceux et celles qui sont sensés être à leur service.

Aussi quand on perçoit la réalité, on ne manque pas d'émettre des

sérieux doutes sur la volonté du microcosme politique de changer cet état de fait. Le client sera traité comme "un roi" le jour où les poules auront des dents, ricane

sous cape le citoyen de base. Comme quoi la Fédération comorienne des consommateurs a du pain sur la planche. La hausse ahurissante des tarifs des télécommu-

nications, décidée par l'organe de régulation, en est la parfaite illustration.

Mmagaza

## COMMUNIQUE



Pour la énième fois, l'Autorité de régulation des TIC méprise les usagers que nous sommes. La décision n°21/101/ANRTIC/DG du 2 juillet 2021 portant fixation des tarifs planchers des offres voix mobile et data a contraint les opérateurs de télécommunication à rehausser les tarifs des services et à supprimer les offres illimitées. Il s'agit d'un net recul de nos acquis liés à la concurrence et surtout d'une insulte aux consommateurs dont le rêve est l'accès facile en couverture, qualité et débit des services au grand nombre de la population.

En effet, l'argument massue de celui qui a pour mission de favoriser la vulgarisation des TIC dans le pays, reste la perte de la valeur du marché. Une valeur du marché qu'elle détruit elle-même par ses décisions non réfléchies.

Cette décision creuse davantage la fracture numérique qu'elle est censée combattre et est en contradiction avec la Stratégie du gouvernement de faire du numérique un levier de développement économique. De toutes les études faites dans le secteur des TIC, aucune n'a recommandé ni la hausse des tarifs ni la suppression des offres illimitées, au contraire elles reconnaissent toutes que « la population comorienne n'a pas beaucoup de marges de manœuvre budgétaire pour accroître sa consommation de communication qui affecte énormément

son budget sans empiéter sur des besoins vitaux ».

Nous constatons ainsi, avec regret, que l'autorité de régulation feint ignorer la précarité des usagers, continue à vouloir les saigner davantage et considère l'Internet comme un produit de luxe destiné aux nantis.

Il est temps de réagir. Les campagnes de boycott en ligne ne fonctionnent plus. Les communiqués et conférences de presse restent des constats de fatalité ou des aveux d'impuissance. Agissons autrement. Nous avons notre destin en main.

Le Bureau de l'ACTIC entend attaquer la décision de l'ANRTIC auprès du Tribunal Administratif, une procédure qui risque de prendre du temps. Parallèlement, nous invitons tous les usagers à s'indigner en lançant une opération de diminution de nos recharges au forfait minimum pendant au moins un mois pour exprimer notre ras le bol.

L'ACTIC lance un appel à toutes les organisations de la société civile de s'unir pour combattre ensemble cette décision inique de l'ANRTIC qui vient restreindre l'accès égalitaire à l'internet devenu un produit de première nécessité.

Le Bureau de l'ACTIC

Prières aux heures officielles  
Du 16 au 20 Août 2021

Lever du soleil:

06h 20mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 05h 07mn

Dhouhr : 12h 15mn

Ansr : 15h 17mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



## HAUSSE DES TARIFS TELECOMS

## Les usagers appelés à riposter

**24 heures après l'application par les deux opérateurs des hausses des tarifs de la data, les réactions ne cessent de tomber. Dans un communiqué, l'ACTIC montre que cette décision creuse davantage la fracture numérique qu'elle est censée combattre et invite tous les usagers à s'indigner en lançant une opération de diminution des recharges à 500 francs seulement pendant au moins un mois pour exprimer notre ras le bol.**

C'est officiel, les tarifs de la data vont augmenter. La décision n°21/101/ANRTIC/DG du 2 juillet 2021 portant fixation des tarifs planchers des offres voix mobile et data a contraint les opérateurs de télécommunication à rehausser les tarifs des services et à supprimer les offres illimitées. Dans un communiqué l'Association des Tic estime qu'il s'agit d'un net

recul des acquis liés à la concurrence et surtout d'une insulte aux consommateurs dont le rêve est l'accès facile en couverture, qualité et débit des services au grand nombre de la population. « Pour la énième fois, l'Autorité de régulation des TIC méprise les usagers que nous sommes. L'argument massue de celui qui a pour mission de favoriser la vulgarisation des TIC dans le pays, reste la perte de la valeur du marché. Une valeur du marché qu'elle détruit elle-même par ses décisions non réfléchies », lit-on dans un communiqué du bureau de l'ACTIC.

Selon eux, cette décision creuse davantage la fracture numérique qu'elle est censée combattre et est en contradiction avec la Stratégie du gouvernement de faire du numérique un levier de développement économique. « Nous constatons ainsi, avec regret, que l'autorité de régulation feint d'ignorer la précarité

des usagers, continue à vouloir le saigner davantage et considère l'Internet comme un produit de luxe destiné aux nantis », poursuit-il. Le Bureau de l'ACTIC entend attaquer la décision de l'ANRTIC auprès du Tribunal Administratif, une procédure qui risque de prendre du temps. Ils invitent tous les usagers à s'indigner en lançant une opération de diminution des recharges à 500 francs seulement pendant au moins un mois pour exprimer notre ras le bol.

De leur côté, la Fédération Comorienne des Consommateurs se dit étonné que l'ANRTIC prenne une telle décision au moment où l'internet devient un élément indispensable dans la vie quotidienne. « Ce n'est pas le moment d'augmenter les tarifs surtout que l'internet est devenu un produit de première nécessité. On ne va pas en aucun moment accepter cette décision »,

déclare Nasra Mohamed Issa, la présidente de la FCC. Cette dernière se range au côté de l'ACTIC pour attaquer la décision de l'ANRTIC auprès du Tribunal Administratif.

Pour Toimimou Ibrahim, gérant de Kinun Ink, une agence digitale spécialisée en design, développement web et mobile et marketing digital, cette décision de l'ANRTIC de revoir les prix planchers à la hausse fait suite à d'autres mesures restrictives qu'elle a prises récemment. « Malgré les récentes améliorations des offres grâce à la concurrence, nous continuons à être un des pays avec un panier des prix sur les TIC les plus élevés du monde. Donc cette décision aura pour conséquence d'exclure une partie de la population qui n'aura pas les moyens d'acheter et donc faire perdre beaucoup d'argent aux opérateurs télécom et aux prestataires de services sur le numérique », explique-t-il.

Dans les réseaux sociaux, les consommateurs ne font que dénoncer cette hausse des tarifs. « La vache à lait est de retour. Pour survivre avec de la data tout un mois, il me faudra dorénavant recharger 35000 kmf. Soit le prix d'un abonnement en open space à l'espace de coworking Comor'Lab, où je bénéficie non seulement d'internet illimité, mais aussi d'énergie électrique et d'un forfait impression. J'ai rechargé Huri Champion 15000 le 29/07, mon volume data s'est épuisé hier. Si les nouveaux tarifs des opérateurs étaient effectifs quand j'ai fais ma recharge, j'aurais été obligé de recharger le même montant aujourd'hui. Je rejoins le mouvement de l'ACTIC pour non seulement dénoncer cette arnaque mais aussi porter l'affaire au tribunal », écrit Youssouf Abdoulmadjid sur sa page Facebook.

MY

## EL-MAAROUF :

## La nouvelle vie de Rahama, sage-femme licenciée pour avoir fait grève

**C'était au mois d'août 2020 que la sage-femme d'El-maarouf Rahama Saïd s'est attirée les foudres de ses supérieurs hiérarchiques après avoir « osé » conduire un mouvement de grève avec ses collègues pour réclamer leurs indemnités Covid-19. Celle qui accouchera 4 mois plus tard n'a pas cédé face à l'arbitraire, quitte à perdre son emploi. Son licenciement avait indigné l'opinion publique. Un an depuis ce coup de massue, nous avons à nouveau interrogé celle qui incarne la résistance.**

Rahama n'aura rien perdu de son flegme impressionnant. C'est en tout cas ce que nous avons pu constater au téléphone, un an après avoir défrayé la chronique et pour cause. Cette sage-femme est licenciée d'El-maarouf le 12 août 2020 « pour faute grave ». Si la direction générale a évoqué, officiellement, des « absences injustifiées » de cette sage-femme enceinte de 4 mois à l'époque, il n'en reste pas

moins vrai que la grève qu'elle avait conduite aux côtés de ses collègues sages-femmes pour réclamer leurs indemnités covid-19 promises par le chef de l'État, et surtout l'écho médiatique qui s'est ensuivi, ont courroucé la direction de l'établissement public de santé.

Depuis cette décision, Rahama Saïd n'a jamais croisé les bras. La perte de son emploi à l'hôpital El-maarouf n'a jamais été une raison de tourner le dos à son activité qui est pour elle plus qu'un métier : une passion. Après l'accouchement de son troisième enfant en décembre 2020, un petit garçon, Rahama a pris son destin à deux mains et s'est inventée une nouvelle vie. Elle fait du commerce de vêtements, de produits d'alimentation générale et surtout elle a débarqué sur Tik Tok, le réseau social en vogue, très prisé par les jeunes. Ici, elle est prêcheuse sur les questions liées à la santé sexuelle. « Beaucoup de gens ont commencé à me suivre. Je sais que la santé sexuelle est un tabou chez nous et



ma cible ce sont les jeunes. Il y a des gens qui viennent me consulter. Parfois je les redirige vers les structures sanitaires appropriées », concède-t-elle à La gazette des Comores qui l'a contactée au téléphone.

Il faut dire que Rahama est une touche-à-tout. Au-delà des activités

que nous venons de citer, la musique est aussi un gagne-pain. Elle fait des chansons de mariages, ce qui lui génère des revenus supplémentaires. Cet été, période de l'année généralement rythmée par les festivités de mariages, est indubitablement une période de vache maigre pour ce

genre d'activité à cause de la crise sanitaire et la batterie de mesures restrictives annoncées par les autorités pour limiter la propagation de la Covid-19.

À la question de savoir si son histoire avec El-maarouf où elle travaillait 6 ans a touché à sa fin, Rahama nous dit que ce n'est que partie remise : « Cet hôpital fait partie de moi, de nous tous. Un jour j'y retournerai pour travailler, ou intégrer un autre hôpital. Mais pour l'instant je préfère m'occuper d'abord de ma vie familiale. Et comme je vous l'ai dit, je donne parallèlement des consultations. Ce qu'il faut comprendre, c'est que je ne suis pas médecin mais une sage-femme. Je conseille, le mieux et j'oriente vers les structures appropriées », enchaîne celle qui croit dur comme fer que « tant qu'il y a la vie, il y a toujours de l'espoir ». L'espoir de voir un jour la direction d'El-maarouf reconnaître son tort et réparer cette injustice de licenciement abusif.

Andjouza Abouheir

## CONCOURS DE PROJETS

## L'association Girls and Tech au chevet des jeunes porteurs des projets

**Pour favoriser le développement du pays, l'association Girls and Tech a organisé un concours de projets qui a réuni des femmes et des jeunes dans le but d'exposer avec pertinence leurs projets afin de bénéficier à la fois d'un accompagnement technique et financier pour la réalisation. 30 projets ont été présentés, lors de ce concours qui a pris fin le 14 août dernier et 4 seulement ont été sélectionnés et chaque projet aura un appui financier de 1 million de francs comoriens.**

Le concours de projets lancé par l'association Girls and Tech a pris fin le 14 août der-

nier. Ce dernier avait comme objectif de choisir quatre projets sur 30 pour un accompagnement technique et financier. Cette association a pris cette initiative en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en vue d'apporter une assistance technique et financière aux jeunes ayant des projets mais bloqués faute d'un appui technique ou financier. Sur 30 projets, 4 seulement ont été sélectionnés et chacun bénéficiera d'un accompagnement financier estimé à 1 million de francs comoriens. « Certes 1 million kmf c'est peu pour démarrer un projet mais ça peut quand même aider le concerné à trouver un local ou un ordinateur ou d'autres outils

pour se lancer. Le plus important ce n'est pas l'appui financier mais plutôt l'appui technique. Car on avait 30 participants et on n'a sélectionné que quatre projets mais tous les jeunes qui ont participé, ont eu des connaissances concernant la création de projets. Et chacun peut maintenant créer une boutique en ligne, ou bien créer des applications permettant à la population de connaître les activités de certains groupes », a expliqué Asmina Saïd Bacar, présidente de l'association.

Concernant la création des applications pour rendre visible les activités que font certains groupes, Abidhati Abdourahmane une des bénéficiaires a expliqué que son pro-

jet consistait à travailler sur le lancement d'une application permettant aux gens de connaître une partie de ses activités, elle qui fait déjà le biogaz dans le pays. « Nous sommes un groupe, nous transformons les déchets surtout les débris en biogaz qu'on peut utiliser à la cuisine et il est beaucoup moins dangereux que les autres gaz, précise-t-elle. Et celui que nous fabriquons aide à la fertilité des plantes et résout plusieurs maladies de plantes que les insecticides qui ont des effets négatifs concernant les récoltes ». C'est pour soutenir des projets tels que celui de Abidhati que l'association Girls and Tech s'engage à les soutenir. « Beaucoup de jeunes ont énormément d'idées et de projets.

Mais ils se trouvent du jour au lendemain freinés faute de moyens techniques et financiers. Il est donc nécessaire de les appuyer jusqu'à la réalisation de leurs projets ou au moins les mettre en route pour la réalisation », poursuit la présidente de l'association.

Depuis un mois Girls and Tech a commencé à organiser à travers les îles des formations permettant aux jeunes d'acquérir techniquement les paramètres importants pour le démarrage des projets. Environ 150 jeunes au niveau national ont bénéficié de ces formations et sont capables de trouver un moyen pour créer leurs propres entreprises.

Kamal Gamal

# Le président Azali reçoit Jason Xia, CEO de l'Eastern Africa Multi-Country Office de Huawei



Le président de la République, Azali Assoumani a reçu ce mardi 17 août Jason Xia, Chief Executive Officer de l'Eastern Africa Multi-Country Office de Huawei. Lors des échanges, ce dernier a indiqué que les Comores et la Chine ont une longue histoire de relations amicales. « Nous espérons que plus d'entreprises chinoises comme Huawei investiront aux Comores pour le développement économique du pays », dit-il.

De son côté, le Président de la République a souligné que la contribution du secteur de la technologie au développement économique est en pleine croissance. « Nous espérons que la coopération entre Huawei et les Comores continuera de s'approfondir comme l'amitié entre les Comores et la Chine. Nous avons maintenant le meilleur réseau 4.5G dans l'océan Indien. Nous continuerons à renforcer la coopération avec Huawei dans les nouvelles technologies de télécommu-

nications à l'avenir, affirme le président Azali Assoumani. Nous avons besoin des talents de TIC pour que nos jeunes soient préparés pour demain. Nous invitons Huawei à poursuivre sa croissance aux Comores et les aider à développer davantage de talents de TIC ».

Jason Xia a informé le président des opérations de Huawei aux Comores en termes de renforcement de la connectivité, d'introduction de nouvelles technologies, de création d'emplois et de transfert de compétences. « Sous la direction du Président, les Comores ont fait des progrès considérables ces dernières années. Huawei a également coopéré plus étroitement avec le gouvernement Comorien et Comores Telecom. L'économie verte et l'économie numérique joueront un rôle de plus en plus important dans le futur développement économique national. Huawei est disposée à renforcer la coopération avec les Comores dans ces domaines

afin d'aider le développement économique des Comores », indique Jason Xia.

Le CEO a aussi indiqué que les efforts de Huawei en matière de transfert de connaissances sont axés sur la montée en compétence des professionnels des TIC, l'encouragement et la possibilité pour les jeunes Comoriens d'apprendre les TIC. « Au cours des dernières années, nous avons formé

des talents en TIC aux Comores. Pour les deux à trois prochaines années, nous prévoyons former au moins 100 professionnels des TIC pour les Comores. Nous poursuivrons nos investissements dans le pays afin de soutenir la réalisation de la vision 2030 des Comores. Nous nous engageons à grandir ensemble avec les communautés, le pays et son peuple », soutient-il.



Ministère de l'Agriculture,  
De la Pêche et de l'Environnement



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

## AVIS D'APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL OUVERT

**Réf. N°2021/003/MAPE/PIDC/AOI**

**Pour l'acquisition, et la mise en place d'un logiciel de Gestion de la relation Client ou Customer Relationship Management (CRM) pour le compte du Projet Intégré de Développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité (PIDC) aubénéfice de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANPI)**

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a réaffecté de l'Association Internationale pour le Développement pour un montant de **25 millions des dollars Américains** pour financer le projet Intégré de Développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité (PIDC), et a l'intention d'utiliser une partie de crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché : **l'acquisition, et la mise en place d'un logiciel de Gestion de la relation Client ou Customer Relationship Management (CRM) au bénéfice de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANPI)**

2. Le Ministère en Charge de l'Agriculture de la Pêche et de l'Environnement (MAPE) à travers le Projet Intégré de Développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité (PIDC) sollicite des offres de la part des soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'acquisition et la mise en place du CRM en faveur de l'ANPI.

3. La passation de Marché sera conduite par Appel d'Offres International (AOI) tel que défini dans les Règles de Passation de Marchés applicables aux Emprunteurs, dans le cadre de financement de projets d'investissement, (édition du 1er juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018.), ouvert à tous les soumissionnaires de tous pays éligibles tels que définis dans le règlement.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires auprès du secrétariat du PIDC et prendre connaissance du document d'appel d'offre à l'adresse suivante :

Bureau du PIDC/ Ministère de l'Agriculture de la Pêche de l'Environnement, Mdé ex-Cfader Moroni, BP /41. email [projetpidc@gmail.com](mailto:projetpidc@gmail.com) de 8h 00 à 15h 00 du lundi au vendredi et du samedi de 8h à 12H 30min.

5. Le soumissionnaire intéressé peut obtenir le Dossier d'Appel d'Offres complet en formulant une demande électronique à l'adresse mentionnée ci-dessus.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessous au plus **tard le samedi 28 août 2021 à 1200.**

7. La soumission des offres par voie électronique n'est pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

8. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents en personne à l'heure d'ouverture des offres.

**Lancé, le 09 août 2021**

## AGRICULTURE

# Une coopérative pour les produits de rente est née à Mohéli

Une coopérative des produits de rente est lancée samedi dernier à Fomboni. Une initiative du patron de la société agricole Comores vanilla implantée à Mohéli depuis l'année dernière. À l'issue de cette cérémonie qui a vu la participation de plusieurs autorités de l'île, un bureau exécutif a été élu.

Plusieurs agriculteurs venus de différentes régions de Mohéli étaient invités à prendre part à la mise en place d'une coopérative qui va réunir tous les producteurs de produits de rente (vanille, ylang-ylang et girofle). Le but, selon les initiateurs de ce projet, est d'aider ces agriculteurs dans leurs récoltes, la logistique, la conservation ainsi que l'écoulement des produits par l'ouverture d'un seul point vente.

La création d'une coopérative des produits de rente à Mohéli est un projet initié par le PDG de la société Comores vanilla. Une Société agricole mahoraise qui a élu domicile à Mohéli depuis l'année dernière. Des agriculteurs de spécialités différentes, toutes catégories d'âge confondues, hommes et femmes ont été mobilisés pour ce lancement officiel. Les autorités de l'île notamment le gouverneur Mohamed Saïd



Fazul et les acteurs du domaine agricole et économique ont honoré de leur présence cette cérémonie.

Le chef de l'exécutif de l'île a remercié lors de son intervention, le fondateur de Comores vanilla, une société qui a pu recruter plus de 80 jeunes pour l'intensification et la

valorisation des produits agricoles à Mohéli. « L'île de Mohéli a besoin des agriculteurs pour faire redécouvrir l'économie locale » souligne-t-il avant de promettre de « discuter avec les banques de la place et voir comment elles vont vous soutenir à la concrétisation de vos projets agri-

coles ».

Dans un souci de durabilité de cette coopérative, le premier magistrat de l'île a exhorté les agriculteurs de ne pas s'abstenir de toute activité politique. A en croire Fazul, la politique serait nuisible à leur solidarité et réduirait leurs chances de réussir

dans la vie. « Vous n'avez pas besoin de la politique dans cette coopérative. Et si vous y plongez, vous n'irez nulle part car la politique est synonyme de division » a prévenu le locataire de Bonovo, siège du gouvernorat.

À l'issue de la cérémonie, les membres ont précédé à l'élection du bureau exécutif de la toute nouvelle coopérative agricole. Ainsi Assane Hamada a été élu président et Rachimi Moumine Secrétaire général. S'y ajoutent un trésorier et 3 coordinateurs choisis par région et par secteur agricole (vanille, girofle et l'ylang-ylang), tous élus par les 145 agriculteurs présents.

« Cette coopérative, c'est nous, c'est notre avenir. Cette année on va essayer de voir comment on va épauler nos membres pour la cueillette de leurs produits et voir d'ici l'année prochaine comment on va les vendre, à des prix attractifs » indique Assane Hamada le patron de la société Comores vanilla. C'est une approche permettant de redonner espoir aux agriculteurs en valorisant leurs produits. Levier économique indispensable d'une île où 85% des habitants tirent leurs revenus de la terre pour vivre.

Riwad



Ministère de l'Agriculture,  
De la Pêche et de l'Environnement



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

Réf. n°2021/010/ MAPE/PIDC/AMI/IEFA

## « RELANCE DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'IDENTIFICATION ET LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE MISE EN PLACE DES FERMES AGRICOLES »

1. Le (PIDC) est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- \* Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- \* Appui direct aux entreprises
- \* Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, en vue de recruter « un consultant individuel pour l'identification et la réalisation d'une étude de mise en place des fermes agricoles » dont les responsabilités, tâches, ainsi que le profil, sont définis dans les présents termes de références.

### 2. Objectif de la mission

L'objectif de la prestation est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des familles rurales avec la croissance productive agricole, de l'élevage et en utilisant durablement les ressources naturelles (terre, eau et les ressources génétiques...) de façon qu'elles ne compromettent pas la capacité productive des générations futures.

Sous la supervision du Coordonnateur du PIDC et en collaboration étroite avec la Direction Nationale de la Stratégie Agricole et de l'Élevage (DNSAE), le Consultant sera responsable des tâches suivantes :

- Réaliser une analyse documentaire sur la base d'études existantes ;
- Sélectionner les bénéficiaires suivant des critères préétablis notamment les zones d'intervention du PIDC, la taille de la ferme, l'orientation commerciale, appartenance à des groupements d'agriculteurs, la volonté de partager des informations avec d'autres membres du

Groupe en partenariat avec l'équipe de l'UGP, la DNSAE, les CRDE, les élus locaux et les OPA ;

- Collecter et produire des données géoréférencées pour la délimitation, la localisation et la création d'une base de données dynamique de 26 fermes agricoles familiales/modernes sélectionnées ;

- Présenter une caractérisation socioéconomique et un profil archéologique des fermes ;
- Faire ressortir les potentialités, les opportunités, les défis, les contraintes et la vision de chaque ferme...etc.

### 3. Profil du consultant

- Être diplômé de l'enseignement supérieur (Bac+5 minimum) en sciences agroéconomiques, en agrobusiness, en développement local, ou toute autre discipline apparentée ;
- Avoir une expérience d'au moins de cinq (05) ans dans l'élaboration d'une méthodologie, des plans de fermes agricoles familiales/modernes (diagnostic, élaboration des plans et mise en œuvre) ;
- Avoir mis en œuvre au moins 3 missions similaires ;
- Avoir une bonne connaissance du milieu rural Comorien ;
- Avoir des connaissances en agroéconomie, en système d'information géographique, en planification opérationnelle, et en conception des plans d'affaires ;
- Avoir une expérience des procédures des projets de la Banque Mondiale.

4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les

emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017 et 2018). La méthode de sélection est « la sélection du Consultant Individuel (SCI) ».

### 5. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du projet,
- Un CV actualisé accompagné de tous les justificatifs de diplômes et des attestations justifiant le niveau académique et l'expérience requise.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 01 septembre 2021 à 17 h 00 (heure locale en Union des Comores).

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n°2021/010/MAPE/PIDC/AMI/IEFA au secrétaire du PIDC. MAPE, Mdé Ex-CFADER. Email [projetpidc@gmail.com](mailto:projetpidc@gmail.com)

Lancé, le 18 juillet 2021

## ENVIRONNEMENT

## Mtsamwewou, un site écotouristique en pleine structuration à Mohéli

*L'équipe du projet DIDEM (dialogue science-décideurs pour une gestion intégrée des environnements littoraux et marins de l'océan indien occidental) accompagnés des autorités insulaires ont été reçus ce dimanche à Hamba, le village qui héberge Mtsamwewou, une plage au sable blanc où la ponte des tortues d'échange des marines est fréquente. C'était une occasion pour l'association de la localité d'échanger avec l'équipe du projet.*



La délégation du projet DIDEM reçue à Hamba Mohéli

L'association pour la protection de l'environnement de Hamba (APEH) a eu l'honneur d'accueillir week-end dernier à leur siège l'équipe du projet DIDEM. Le but de cette visite est de venir constater les sites touristiques du lieu ainsi que les activités réalisées par cette association. Plusieurs points ont été au menu notamment la gestion du sable, la protection de la tortue. L'importance de la valorisation de l'environnement dans ce haut lieu touristique et les problèmes rencontrés par les habitants de cette localité

en voulant descendre dans cette plage ont été également abordés. En effet, le village de Hamba surplombe la plage de Mtsamwewou, a une distance de près de 400m sur une route non goudronnée et difficilement praticable. Pourtant, cette plage est non seulement un lieu favori de la ponte

des tortues, mais aussi des nombreux visiteurs nationaux et internationaux s'intéressent au paysage de Mtsamwewou. Une démonstration scientifique qui consistait à mesurer l'ensablement sur cette plage au sable blanc a été faite par cette équipe du projet.

Un notable du village a remercié le gouverneur présent à la cérémonie ainsi que l'équipe scientifique pour avoir choisi le village de Hamba et l'association pour cette rencontre. Quant au gouverneur, il a remercié les efforts de l'association de Hamba et l'encourage à redoubler d'effort en se référant aux autres associations dynamiques comme ADSEI d'Itsamia ou celle de Ouallah.

Nabhane Hamada, membre de l'association APEH a sollicité, lors de son intervention, l'appui de l'État pour le bon fonctionnement des activités socio-économiques et environnementales de Mtsamwewou notamment celles liées à la lutte contre les braconnages dans ce site touristique à préserver.

Riwad

## Le Ministère chinois des Affaires étrangères tient une séance d'information sur l'identification des origines de la COVID-19 à l'intention des missions diplomatiques accréditées en Chine

Le 13 août 2021, le Vice-Ministre chinois des Affaires étrangères Ma Zhaoxu a tenu une séance d'information sur l'identification des origines de la COVID-19 à l'intention des missions diplomatiques accréditées en Chine. Plus de 160 chefs de missions diplomatiques et représentants d'organisations internationales l'ont suivie en présentiel ou en ligne.

Le Vice-Ministre Ma Zhaoxu a indiqué que depuis le début de l'épidémie, la Chine, dans l'esprit de la communauté de santé pour tous, avait partagé rapidement ses expériences en matière de contrôle et de traitement avec la communauté internationale, fait autant qu'elle pouvait pour aider les autres à lutter contre le virus et lancé en premier une coopération sur les vaccins dans le monde, la plus vaste jusqu'ici, apportant par là une contribution remarquable à la sécurité de la santé publique mondiale. Toujours dans une attitude scientifique, elle a participé activement à la coopération internationale sur le travail scientifique d'identification, en invitant à deux reprises les experts de l'OMS pour des études. L'OMS a publié officiellement en mars dernier le rapport conjoint de l'équipe conjointe Chine-OMS, qui a établi les conclusions les plus professionnelles, les plus rigoureuses sur le plan scientifique et qui font le plus autorité sur l'identification des origines du virus, et formulé des recommandations détaillées pour le travail de traçage à venir. Les experts chinois ont également soumis à l'OMS de leur propre initiative des propositions chinoises sur les études de la deuxième phase.

Ma Zhaoxu a souligné que la position chinoise sur la question de l'identification des origines du virus dans le monde est constante et claire. Premièrement, c'est une question scientifique. C'est aux scientifiques, et non à personne d'autre, de mener des recherches pour identifier

la source zoonotique du virus et les voies de transmission de l'animal à l'homme. Aucun pays n'a le droit de mettre ses intérêts politiques égoïstes au-dessus de la vie humaine, ni de politiser les questions scientifiques, ni d'attaquer ou calomnier les autres. Deuxièmement, le rapport publié par l'équipe conjointe Chine-OMS a mis en avant des conclusions et des recommandations reconnues par la communauté internationale et le monde scientifique, lesquelles doivent être respectées et appliquées par toutes les parties, y compris l'OMS. C'est sur cette base et aucune autre que doivent se dérouler les futures études. Il ne faut pas faire table rase du travail qui a été fait jusqu'ici. Troisièmement, la Chine soutient toujours les recherches scientifiques sur les origines du virus et continuera d'y prendre part. Ce à quoi elle s'oppose, ce sont des recherches politisées qui vont à l'encontre de la résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé et qui rejettent les conclusions du rapport de l'équipe conjointe. Quatrièmement, le Secrétariat de l'OMS doit, dans l'esprit de la résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé, mener d'amples consultations sur le plan international de traçage des origines du virus, y compris sur le mécanisme de suivi avec les membres de l'Organisation, et respecter pleinement leurs avis. Quant aux plans d'études concernant les pays particuliers, ils doivent surtout être définis à travers des concertations avec ces pays pour servir de base à une coopération efficace.

Ma Zhaoxu a souligné que le virus ne connaissait pas de frontière ni d'ethnie. La Chine, comme les autres pays du monde, en est victime. Nous voulons tous en trouver les origines et en stopper la propagation le plus vite possible. Maintenant que l'épidémie repart, promouvoir une distribution plus équitable des vaccins

et lutter ensemble contre la COVID-19 demeurent notre priorité. Dans la coopération sur l'identification des origines du virus, nous devons adopter une approche scientifique et nous opposer fermement à la politisation. La Chine travaillera avec toutes les parties pour mener activement des recherches scientifiques sur les origines du virus dans le monde et apporter sa part de contribution à la victoire finale de l'humanité sur l'épidémie.

L'Ambassadeur de Russie en Chine Andrey Denisov a déclaré dans son intervention que la Russie s'opposait à la politisation de l'identification des origines du virus et soutenait la poursuite des recherches virologiques de manière coordonnée, transparente et multilatérale. Les mécanismes de l'OMS doivent mener le travail de traçage conformément au mandat des États membres, dans le respect des principes établis à travers consultations par les États membres et sur la base des preuves scientifiques existantes. L'Ambassadeur de Somalie en Chine Awale Kullane a souligné que le rapport de l'équipe conjointe avait établi des conclusions scientifiques. Les études sur les origines du virus doivent être effectuées conformément à la résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé. Lutter contre l'épidémie est l'urgence et la priorité pour la communauté internationale. La Chine a déjà fourni plus de 800 millions de doses de vaccins à plus de 100 pays et s'est engagée à faire un don de 100 millions de dollars américains à la Facilité COVAX. Elle aura fourni d'ici la fin d'année 2 milliards de doses de vaccins au monde entier. C'est une contribution importante de sa part à la lutte mondiale contre l'épidémie.

Ambassade de Chine en Union des Comores